

L'avenir européen d'une Catalogne indépendante serait très incertain

Espagne Elle sortirait de l'Union, sans certitude de pouvoir y adhérer à nouveau. Elle pourrait décider de garder l'euro.

En déclarant son indépendance de l'Espagne, la Catalogne s'excluerait-elle du même coup de l'Union européenne? Pour la Commission européenne, la réponse est sans équivoque, et elle n'a eu de cesse de le rappeler ces derniers jours. La position de l'exécutif européen se base sur la "doctrine Prodi", du nom d'un de ses anciens présidents. En 2004, *in tempore non suspecto*, l'Italien, avait répondu à la question d'un eurodéputé, que "si une partie du territoire d'un Etat membre cessait de faire partie de cet Etat, les traités ne s'y appliqueraient plus".

A Barcelone, on estime, et déplore, que la Commission entre dans le jeu de Madrid et agite cette menace pour effrayer les Catalans. Dans un document de 2014 sur la question, la Generalitat (l'exécutif catalan) envisageait, parmi d'autres, le scénario de la permanence de la présence de la Catalogne dans l'Union, arguant qu'il s'agit d'un territoire qui fait déjà partie de l'UE [dont la population jouit] de la citoyenneté européenne et du droit européen. "On sait que les juristes peuvent se montrer assez imaginatifs, mais dans le cas présent, le traité est clair, et je n'identifie pas d'alternative à une sortie de l'UE pour une Catalogne indépendante", corrige Fabian Willermain, spécialiste des questions européennes à l'Egmont Institute, à Bruxelles.

Un cas inédit

"C'est un cas inédit. Le territoire d'un Etat membre qui ferait sécession de cet Etat n'est pas prévu dans les traités européens", admet Marianne Dony, professeur à la chaire Jean Monnet de droit européen à l'Université libre de Bruxelles. Qui s'empresse de

souligner que "les champs d'application des traités sont, eux, clairement définis : ce sont les Etats membres, identifiés par leur appellation officielle. Le Royaume de Belgique, la République française, le Royaume d'Espagne... mais pas la République de Catalogne". Pour que cette dernière reste dans l'UE, il faudrait alors changer les traités avec l'accord unanime de tous les Etats membres et donc celui, improbable, de l'Espagne.

L'adhésion rapide est une chimère

Si elle devait déclarer son indépendance la semaine prochaine, "la Catalogne ne sortirait pas de l'UE à minuit", avance M. Willermain, d'autant que cette séparation soulèverait quantité de problèmes, à commencer par celui du rétablissement des frontières avec la France et l'Espagne. "Il y aurait une période transitoire un peu comme le Royaume-Uni avec le Brexit. La Catalogne sortirait le jour où l'on constate qu'elle ne se présente plus sur la scène internationale comme partie du Royaume d'Espagne. Mais ce ne sera pas simple de définir à quel moment, précisément", prédit M^{me} Dony.

"Rien ne pourra se faire si l'Espagne ne reconnaît pas la Catalogne."

Marianne Dony
Université libre de Bruxelles

Les autorités catalanes affirment qu'en cas de sortie de l'Union, la Catalogne pourrait y adhérer rapidement, puisqu'elle a déjà intégré tout l'acquis communautaire en tant que partie de l'Espagne. "C'est déjà ce qu'envisageaient les Ecossais, avant leur référendum (autorisé par Londres) et c'était déjà très compliqué", se souvient Marianne Dony. Quand bien même des négociations d'adhésion seraient-elles ouvertes qu'il faudrait encore, en fin de processus, que cette adhésion soit ratifiée par tous les Etats membres. L'obstacle Madrid se dresserait toujours devant la Catalogne, mais pas seulement. "Chaque pays devrait réfléchir au message qu'il veut faire passer à ses propres mouvements indépendantistes", épingle Marianne Dony.

Exclue de l'UE, la Catalogne le serait aussi de l'Union économique et monétaire. "Les Catalans pensent qu'en mettant l'UE devant le fait accompli, elle estimerait que ce n'est pas son intérêt de laisser plonger

la Catalogne dans une récession profonde qui toucherait l'Espagne, ce qui risquerait de relancer la crise de la dette dans la zone euro", témoigne Eric Dor, directeur des études économiques à l'IESEG de l'Université catholique de Lille. "Mais de l'autre côté, les Etats membres ont peur d'ouvrir la boîte de Pandore. Quel est le prix que la France ou l'Italie sont prêts à payer pour éviter que la Catalogne fasse tache d'huile?" Le pari catalan est risqué. L'histoire récente a montré que les Brexiteurs se sont trompés en pensant que l'UE adapterait les règles du marché intérieur pour ne pas perdre le libre accès au marché britannique.

Garder l'euro sans être dans la zone euro

Cela étant, "la Catalogne ne pourra pas se doter d'une monnaie nationale, d'une Banque centrale et d'une chambre de compensations en deux jours", note Eric Dor. Elle pourrait continuer à utiliser l'euro de façon permanente en optant pour "l'euroisation", à l'instar du Montenegro. "Un Etat peut décider unilatéralement d'utiliser la monnaie d'un pays étranger", explique Eric Dor. "Mais il doit s'assurer que suffisamment d'euros entreront structurellement dans le pays. La Catalogne a un compte courant en surplus de 14 milliards d'euros par rapport au reste de l'Espagne et de 13 milliards par rapport au reste de l'UE, mais il ne faut pas que ce soit contrebalancé par des mouvements de capitaux en sens inverse." Or, un Catalxix provoquerait l'inquiétude des milieux économiques et financiers. Les banques catalanes ont commencé à transférer leur siège ailleurs en Espagne.

Par ailleurs, note Eric Dor, en conservant l'euro, "la Catalogne n'aurait de contrôle sur rien : ni sur la politique monétaire, ni sur le taux de change. Ça peut fonctionner pour Monaco ou Andorre. Pour une région de 7,5 millions d'habitants, c'est plus difficile à envisager." Et de conclure : "les problèmes que poseraient l'indépendance sont connus depuis longtemps, mais il y a un déni d'évidence dans le chef des Catalans".

Olivier le Bussy

→ Lire également l'opinion de l'auteur Jacobo de Regoyos dans la rubrique Débats, pp. 50-51

La fuite des entreprises, la nouvelle arme de Rajoy

Paco Audije
Correspondant à Madrid

Le mouvement des entreprises désireuses de déménager leur siège social de Catalogne s'est accentué ce vendredi. Cette volonté de fuir le "chaos catalan", pour reprendre le quotidien économique espagnol "Cinco Dias", est devenue une arme de pression contre les autorités indépendantistes et leur DUI (déclaration unilatérale d'indépendance).

Le message est arrivé à son destinataire qui a accusé réception : Santi Vila, ministre régional de l'économie en Catalogne, a été le premier membre du cabinet du président Carles Puigdemont à suggérer "une période de cessez-le-feu ou de trêve" de "quelques jours, semaines ou mois" pour "éviter les décisions unilatérales" et pour rouvrir le dialogue.

Récemment, le vice-président catalan, Oriol Junqueras, avait balayé d'un revers de la main les menaces de départ des entreprises : "Ces prédictions existent depuis longtemps, mais cela ne s'est jamais concrétisé".

Vendredi, le conseil de ministres espagnol a par ailleurs approuvé un décret qui autorise les entreprises à changer leur domicile social sans l'obligation d'attendre leur assemblée annuelle d'actionnaires. Cela va faciliter la sortie rapide d'investisseurs qui veulent déménager, comme l'avait fait la veille la Banque Sabadell. Le décret de Rajoy est applicable dès ce samedi. Après le conseil de ministres, Luis de Guindos, ministre espagnol de l'Economie, a déclaré que le gouvernement a voté cette décision avec Ciudadanos (libéraux) et le PSOE (parti socialiste ouvrier espagnol). Il a aussi expliqué que le gouvernement avait été abordé sur cette mesure par "plusieurs instances entrepreneuriales", sans citer explicitement la banque CaixaBank. Or, la première entreprise catalane (par son poids en Bourse) avait annoncé son intention de déménager aussi vite que la Banque Sabadell. Mais le statut interne de la CaixaBank l'empêchait d'acter ce départ par son seul conseil d'administration. Hier, le verdict est tombé en soirée, la CaixaBank a opté pour Valence. D'autres, comme Oryzon Genemics (biopharma-

cie) l'avait décidé la veille ou même avant comme Natur House qui décida son déménagement vers Madrid pendant l'été dernier.

Tous les secteurs économiques sont concernés

Le conseil d'administration de CaixaBank devait signer ce vendredi sa décision finale. Gas Natural (énergie, 18,5 milliards en bourse) et Abertis (infrastructures, 17,2 milliards) ont aussi planifié des réunions d'urgence avec le même objectif.

D'autres sociétés comme Lidl ou Seat ont opté pour des stratégies un peu plus attentives mais ne cachent pas qu'elles sont prêtes à suivre le mouvement. Selon "Cinco Dias", qui cite des notaires de Barcelone, le mouvement de changement de siège social touche aussi les PME qui "multiplient les consultations" pour envisager de quitter la Catalogne.

Sur le plan purement politique, Carles Puigdemont devrait retarder – jusqu'à mardi – son allocution devant le parlement de Barcelone. Une séance et un débat parlementaires qui ont été suspendus par le Tribunal constitutionnel.